

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
Honneur – Fraternité - Justice

**CAHIER DES CHARGES DE MAURITEL
POUR L'ETABLISSEMENT ET
L'EXPLOITATION D'UN RESEAU DE
TELECOMMUNICATIONS CELLULAIRES
OUVERT AU PUBLIC DE NORME GSM EN
REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE**

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : ECONOMIE GENERALE	3
ARTICLE 1 : OBJET DU CAHIER DES CHARGES	4
ARTICLE 2 : TERMINOLOGIE	3
ARTICLE 3 : TEXTES DE REFERENCE	5
ARTICLE 4 : OBJET DE LA LICENCE	5
ARTICLE 5 : ENTREE EN VIGUEUR, DUREE ET RENOUVELLEMENT DE LA LICENCE.....	5
ARTICLE 6 : FORME JURIDIQUE DU TITULAIRE DE LA LICENCE ET ACTIONNARIAT.....	6
ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX ET COOPERATION INTERNATIONALE.....	7
CHAPITRE 2 : CONDITIONS D'ETABLISSEMENT ET D'EXPLOITATION DU RESEAU	8
ARTICLE 8 : CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DU RESEAU	8
ARTICLE 9 : CONDITIONS D'EXPLOITATION DU SERVICE.....	11
ARTICLE 10 : CONDITIONS D'EXPLOITATION COMMERCIALE	13
CHAPITRE 3 : CONTRIBUTION AUX MISSIONS GENERALES DE L'ETAT.....	15
ARTICLE 11 : CONTRIBUTION AUX MISSIONS ET CHARGES DE L'ACCES UNIVERSEL	15
ARTICLE 12 : CONTRIBUTION AU FINANCEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION	15
ARTICLE 13: PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES EXIGES POUR LA DEFENSE NATIONALE ET LA SECURITE PUBLIQUE	15
ARTICLE 14 : CONTRIBUTION A LA RECHERCHE ET A LA FORMATION.....	16
ARTICLE 15 : MODALITES DE PAIEMENT DES CONTRIBUTIONS PERIODIQUES	16
CHAPITRE 4 : CONTREPARTIE FINANCIERE ET REDEVANCES.....	16
ARTICLE 16 : MONTANT ET MODALITES DE PAIEMENT DE LA CONTREPARTIE FINANCIERE	19
ARTICLE 17 : REDEVANCES POUR ASSIGNATION DE FREQUENCES RADIOELECTRIQUES.....	19
ARTICLE 18 : AUTRES REDEVANCES, TAXES ET FISCALITE.....	19
CHAPITRE 5 : RESPONSABILITE - CONTROLE ET SANCTIONS.....	19
ARTICLE 19 : RESPONSABILITE GENERALE	19
ARTICLE 20 : INFORMATION ET CONTROLE	18
ARTICLE 21 : NON RESPECT DES CONDITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES DE LA LICENCE ET DU CAHIER DES CHARGES	19
CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS FINALES	21
ARTICLE 22 : MODIFICATION DU CAHIER DES CHARGES.....	21
ARTICLE 23 : SIGNIFICATION ET INTERPRETATION DU CAHIER DES CHARGES.....	21
ARTICLE 24 : LANGUE DU CAHIER DES CHARGES.....	21
ARTICLE 25 : ELECTION DE DOMICILE	21
ARTICLE 26 : ANNEXES	22

CHAPITRE 1 : ECONOMIE GENERALE

Article 1 : Terminologie

Outre les définitions données par la loi 99-019 du 11 juillet 1999 relative aux télécommunications, il est fait usage dans le présent Cahier des Charges de termes qui sont entendus de la manière suivante :

- 1.1. Commutateur (Mobile Switching Center, MSC)
L'équipement qui assure l'interconnexion du réseau GSM avec les réseaux téléphoniques publics. Il prend en compte les spécificités introduites par la mobilité, le transfert intercellulaire et la gestion des usagers du réseau.
- 1.2. ETSI
European Telecommunications Standards Institute.
- 1.3. Contrôleur de Station de Base (Base Station Controller, BSC)
L'équipement qui gère une ou plusieurs stations de base et remplit différentes missions pour les fonctions de communication et d'exploitation. Cet équipement assure, notamment, la fonction de concentrateur pour le trafic venant des BTS, et la fonction d'aiguilleur vers la station du destinataire pour le trafic issu du commutateur.
- 1.4. GSM (Global System for Mobiles communications)
Le système terrestre de communications mobiles destiné à assurer les communications mobiles en utilisant des techniques numériques cellulaires telles qu'elles sont définies par l'Institut Européen de Normalisation des Télécommunications.
- 1.5. Jour ouvrable
Jour ouvrable désigne un jour de la semaine, à l'exception des vendredis et samedis, qui n'est pas chômé, de façon générale, pour les administrations ou les banques mauritaniennes.
- 1.6. Licence
Droit d'établissement et d'exploitation d'un réseau radioélectrique de télécommunications ouvert au public, objet du présent Cahier des Charges.
- 1.7. Loi susvisée (ou Loi)
La loi n°99-019 du 11 juillet 1999 relative aux télécommunications.
- 1.8. Opérateur
Le titulaire d'une licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau radioélectrique de télécommunications ouvert au public.
- 1.9. Réseau de téléphonie cellulaire
Un réseau radioélectrique ouvert au public en vue de l'exploitation d'un service de communication personnelle à la norme GSM.

1.10. Station de base (Base Transceiver Station, BTS)

Une station de base qui assure la couverture radioélectrique d'une cellule (unité de base pour la couverture radio d'un territoire) du réseau. Elle fournit un point d'entrée dans le réseau aux abonnés présents dans sa cellule pour recevoir ou transmettre des appels.

1.11. Station Mobile (Mobile Station, MS)

L'équipement mobile de l'abonné qui permet l'accès par voie radioélectrique au réseau GSM. Le numéro d'abonné est contenu dans une carte à puce appelée module d'identité de l'abonné (SIM : Subscriber Identifier Mobile).

1.12. Titulaire

La société Mauritanienne des télécommunications (MAURITEL), dont le siège social est situé à Nouakchott.

1.13. UIT

Union Internationale des Télécommunications.

1.14. Usagers itinérants

Les clients autres que les usagers visiteurs et les abonnés du Titulaire, abonnés aux réseaux de radiocommunication publique numériques exploités par les opérateurs ayant conclu des accords d'itinérance avec le Titulaire.

1.15. Usagers visiteurs

Les clients autres que les abonnés du Titulaire, abonnés aux réseaux radioélectriques terrestres ouverts au public en République Islamique de Mauritanie, munis de postes compatibles avec le GSM et désireux d'utiliser le réseau du Titulaire.

1.16. Zone de couverture

L'ensemble des zones dans lesquelles le Titulaire s'engage à proposer le service GSM conformément aux termes de la Licence.

Article 2 : Objet du cahier des charges

2.1. L'objet du présent cahier des charges (le "Cahier des Charges") est de définir les conditions d'établissement et d'exploitation en République Islamique de Mauritanie, d'un réseau de téléphonie cellulaire de norme GSM, ouvert au public.

2.2. L'Autorité de Régulation est chargée de veiller au respect par le Titulaire du présent Cahier des Charges.

Article 3 : Textes de référence

La Licence attribuée au Titulaire doit être exécutée conformément à l'ensemble des dispositions réglementaires et des normes mauritaniennes et internationales en vigueur, notamment les normes fixées ou rappelées par le présent Cahier des Charges ainsi que de la loi 99-019 du 11 juillet 1999 relative aux télécommunications, ses textes d'application et le Code de Commerce.

Article 4 : Objet de la Licence

La Licence attribuée au Titulaire a pour objet l'établissement et l'exploitation d'un réseau de téléphonie cellulaire ouvert au public dans le respect des principes arrêtés et des conditions fixées par la réglementation en vigueur et par le présent Cahier des Charges.

La Licence est personnelle. Toutefois, en application des dispositions de la Loi, Mauritel est tenue de constituer une filiale détenue à 100% et intitulée « Mauritel Mobile » avant le 16 Août 2000. L'ensemble de l'activité de Mauritel relative aux télécommunications cellulaires de norme GSM sera transférée à ladite filiale avant le 23 Août 2000.

Il est d'ores et déjà convenu que la présente licence devra avoir été transférée à Mauritel Mobile avant le 18 Août 2000. A défaut, la présente licence sera caduque à compter de cette date.

Une fois la licence transférée, par « titulaire » on entendra la société Mauritel Mobile.

Article 5 : Attribution, entrée en vigueur, durée et renouvellement de la Licence

- 5.1. La Licence est délivrée par arrêté du Ministre chargé des Télécommunications. La date de signature dudit arrêté vaut date d'entrée en vigueur de la Licence.
- 5.2. L'ouverture commerciale du service doit intervenir dans un délai maximum de quatre mois suivant la date d'entrée en vigueur de la Licence. Le Titulaire est tenu d'informer l'Autorité de Régulation de la date effective du début de la commercialisation de ses services.
- 5.3. La Licence d'établissement et d'exploitation du réseau cellulaire ouvert au public est accordée pour une durée de quinze (15) ans à compter de la date d'entrée en vigueur telle que définie à l'article 5.1 ci-dessus.
- 5.4. A compter du terme de la première durée de quinze (15) ans, la durée de validité de la Licence fait l'objet de renouvellement tacite par périodes n'excédant pas cinq (5) ans chacune, sauf cas de manquement grave de la part du Titulaire.

Le renouvellement de la Licence intervient dans les conditions dans lesquelles elle a été établie et approuvée, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 : Forme juridique du Titulaire de la Licence et actionnariat

- 6.1. Le Titulaire de la Licence doit être constitué et demeurer sous la forme d'une société de droit mauritanien.
- 6.2. L'actionnariat du Titulaire est constitué comme indiqué en Annexe 1 ci-jointe.
- 6.3. Toute modification affectant plus de dix (10) % de la répartition de l'actionnariat du Titulaire doit faire l'objet d'une notification préalable à l'Autorité de Régulation au moins deux (2) mois avant la date de sa réalisation. En cas de projet de modification substantielle de la répartition du capital du Titulaire, l'Autorité de Régulation peut s'y opposer. Dans ce cas, la réalisation de la modification entraîne la caducité immédiate de la Licence.

Toute modification de la part du capital social et des droits de vote du Titulaire détenue par Mauritel, quel qu'en soit le montant, doit faire l'objet de la notification prévue à l'aliéna précédent et sera considérée comme substantielle.

Le silence de l'Autorité de Régulation dans les deux (2) mois suivant la notification, équivaut à une acceptation.

- 6.4. Est soumise à l'approbation de l'Autorité de Régulation, dans les formes prévues à l'article 6.3 ci-dessus,
 - (a) toute prise de participation d'un opérateur titulaire d'une Licence d'exploitation de réseaux de téléphonie fixe ouverts au public en République Islamique de Mauritanie au capital social et/ou en droits de vote du Titulaire, et
 - (b) toute prise de participation du Titulaire au capital social et/ou en droits de vote d'un opérateur de réseaux de téléphonie fixe ouverts au public en République Islamique de Mauritanie.

Article 7 : Engagements internationaux et coopération internationale

- 7.1. Le Titulaire est tenu de respecter les conventions et les accords internationaux en matière de télécommunications et notamment les conventions, règlements et arrangements de l'Union Internationale des Télécommunications et des organisations restreintes ou régionales de télécommunications auxquels adhère la République Islamique de Mauritanie.

Il tient le Ministre chargé des télécommunications et l'Autorité de Régulation informés des dispositions qu'il prend à cet égard.

- 7.2. Le Titulaire est autorisé à participer à des organismes internationaux traitant des télécommunications et particulièrement des télécommunications mobiles.

Le Ministre chargé des télécommunications sur proposition de l'Autorité de Régulation, pourra déclarer le Titulaire en tant qu'exploitant reconnu auprès de l'Union Internationale des Télécommunications.

CHAPITRE 2 : CONDITIONS D'ETABLISSEMENT ET D'EXPLOITATION DU RESEAU

Article 8 : Conditions d'établissement du réseau

8.1. Normes et spécifications des équipements et installations radioélectriques

Les équipements et installations radioélectriques utilisés dans le réseau du Titulaire, y compris les équipements de commutation, doivent être conformes aux normes en vigueur. Le Titulaire devra veiller à ce que les équipements connectés à son réseau fassent l'objet des agréments prévus par les dispositions réglementaires en vigueur.

Le Titulaire ne peut s'opposer à la connexion à son réseau d'un équipement terminal agréé dans les conditions définies par la réglementation en vigueur.

8.2. Infrastructure réseau

8.2.1. *Réseau propre*

Le Titulaire est autorisé à construire son propre réseau de transmission.

A cette fin, il peut établir des liaisons filaires et/ou radioélectriques, notamment des liaisons par faisceaux hertziens, sous réserve de disponibilité de fréquences, pour assurer les liaisons de transmission. Le Titulaire peut notamment utiliser son réseau propre pour l'acheminement des communications nationales longue distance interurbaines de ses abonnés.

8.2.2. *Location d'infrastructure*

Le Titulaire peut également louer auprès de tiers des liaisons ou des infrastructures pour assurer un lien direct entre ses équipements dans le respect de la réglementation en vigueur.

8.3. Accès direct à l'international

8.3.1. Sans préjudice du droit du Titulaire à construire son propre réseau de transmission, tel que défini à l'article 8.2.1 ci-dessus, le Titulaire n'est autorisé à exploiter ses propres infrastructures internationales sur le territoire mauritanien, aux fins d'acheminer les communications internationales de ses abonnés, y compris les Usagers visiteurs et les Usagers itinérants, au départ de la République Islamique de Mauritanie ou destinés à ces derniers en République Islamique de Mauritanie, qu'à compter du terme de la période d'exclusivité à titre transitoire dont bénéficie la Mauritel.

La durée de l'exclusivité à titre transitoire dont bénéficie la Mauritel, qui arrivera à son terme au plus tard le 1^{er} juillet 2004, sera arrêtée avant le 31 août 2000.

8.3.2. Le Titulaire négocie librement avec les exploitants étrangers agréés par les autorités de leur pays, les principes et modalités de rémunération des liaisons et équipements

utilisés en commun, conformément aux règles et recommandations des organismes internationaux auxquels adhère la République Islamique de Mauritanie.

8.4. Fréquences

8.4.1 *Bandes de service*

Dès la date d'entrée en vigueur de la Licence, le Titulaire est autorisé à exploiter une largeur de bande de 2 x 7 MHz dans la bande GSM (900 MHz), composée d'une bande inférieure pour les communications mobiles vers station de base et d'une bande supérieure pour les communications station de base vers mobile, séparées par un écart duplex de 45 MHz. La largeur de bande attribuée correspond à 35 canaux de 200 kHz selon la norme GSM.

Les bandes assignées sont 908-915MHz et 953 - 960 MHz.

Les différents canaux sont disponibles sur l'ensemble du territoire national sous réserve des contraintes de coordination aux frontières.

Des canaux de fréquences supplémentaires pourront être assignés au Titulaire, selon la disponibilité et conformément au plan de fréquences.

Une demande motivée, justifiant le besoin en fréquences, est adressée à cet effet à l'Autorité de Régulation. Cette dernière est tenue de répondre dans un délai de trois (3) mois à partir de la date de dépôt de la demande, attestée par un accusé de réception.

8.4.2. *Fréquences pour les liaisons fixes*

A la demande du Titulaire, l'Autorité de Régulation peut assigner au Titulaire les fréquences nécessaires pour l'établissement des liaisons d'infrastructures du réseau, sous réserve des autres dispositions du Cahier des Charges et de la réglementation en vigueur.

8.4.3. *Conditions d'utilisation des fréquences*

L'Autorité de Régulation procède à des assignations de fréquences dans les différentes bandes conformément à la réglementation en vigueur et en fonction de la disponibilité du spectre. Le Titulaire s'engage à optimiser l'utilisation des fréquences qui lui ont été attribuées.

8.4.4. *Interférences*

Sous réserve du respect de la réglementation en vigueur, des impératifs de la coordination nationale et internationale et à la condition de ne pas provoquer des interférences ou brouillages nuisibles constatés, les conditions d'établissement et d'exploitation et les puissances de rayonnement sont libres.

En cas d'interférences entre les canaux du Titulaire et ceux d'un autre opérateur, ces derniers doivent, au plus tard dans les sept (7) jours suivant la date du constat, informer l'Autorité de Régulation de la date et du lieu des interférences et des conditions d'exploitation en vigueur des canaux objet de l'interférence.

Les opérateurs soumettent à l'Autorité de Régulation, dans un délai maximum d'un (1) mois et pour approbation, les mesures convenues afin de remédier auxdites interférences.

8.5. Interconnexion

En application de l'article 40 de la loi 99-019 du 11 juillet 1999 précitée, le Titulaire bénéficie du droit d'interconnecter son réseau aux réseaux des Opérateurs. Les Opérateurs offrant les services d'interconnexion donnent droit aux demandes formulées par le Titulaire.

Les conditions techniques, financières et administratives sont fixées dans des contrats librement négociés entre les Opérateurs dans le respect de leur cahier des charges respectif et de la réglementation en vigueur.

Le cahier des charges de MAURITEL, opérateur disposant de l'exclusivité de la fourniture du service fixe et de l'accès international, à titre transitoire jusqu'au 30 juin 2004 au plus tard, lui impose d'offrir un service d'interconnexion dans les conditions figurant en Annexe 4 du présent Cahier des Charges.¹

8.6. Blocs de numérotation – Numéros spéciaux

L'Autorité de Régulation détermine les blocs de numérotation qui sont nécessaires au Titulaire pour l'exploitation de son réseau de télécommunications ouvert au public. Dès à présent, le bloc de numéros 390000 à 399999 lui est attribué.

En cas de besoins supplémentaires justifiés, l'Autorité de Régulation puisera dans les réserves affectées au service mobile (90 000 numéros).

Le Titulaire organisera l'accès aux services de sécurité par numéros abrégés conformément au Plan national de numérotation établi par l'Autorité de régulation. Ces numéros sont actuellement les suivants :

- Police : 17
- Pompiers : 18

Les abonnés du Titulaire auront accès à l'international en composant le préfixe 00.

8.7. Contribution à l'aménagement du territoire et à la protection de l'environnement

8.7.1. *Établissement des équipements*

Le Titulaire a le droit de réaliser les travaux nécessaires à l'exploitation et à l'extension de son réseau, notamment sur les domaines public/privé de l'Etat pour l'installation des équipements. Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions

¹ Ces conditions sont susceptibles de modification jusqu'à l'adoption définitive du cahier des charges de Mauritel.

législatives et réglementaires en vigueur notamment en matière d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement à l'occasion de la réalisation d'équipements ou d'ouvrages particuliers.

8.7.2. *Accès aux points hauts*

Le Titulaire bénéficie du droit d'accéder à tous les points hauts utilisés par MAURITEL, sous réserve du respect des servitudes radioélectriques, de la disponibilité de l'espace nécessaire et de la prise en charge d'une part raisonnable des frais d'occupation des lieux.

Les accords de co-implantation ou de partage des installations en point haut font l'objet d'accords commerciaux et techniques entre les parties concernées.

8.8. Zone de couverture et calendrier d'établissement du réseau

Le Titulaire est soumis à l'obligation de couverture qui consiste en la mise en œuvre des moyens nécessaires à l'établissement de son réseau et à l'exploitation d'un service de téléphonie cellulaire publique de norme GSM couvrant l'intégralité des zones et localités figurant en Annexe 2 dans les délais indiqués.

Article 9 : Conditions d'exploitation du service

Les conditions d'exploitation du service doivent être remplies et assurées conformément aux dispositions suivantes de la loi 99-019 du 11 juillet 1999 et du présent cahier des charges à compter de l'ouverture commerciale du service :

9.1. Permanence et continuité du service

Le Titulaire s'oblige à prendre les mesures nécessaires pour assurer un fonctionnement régulier et permanent des installations de son réseau et sa protection. Il doit mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, des moyens techniques et humains susceptibles de pallier les conséquences les plus graves des défaillances, de neutralisation ou de destruction de ses installations.

Dans le respect du principe de continuité, et sauf en cas de force majeure dûment constatée, le Titulaire ne peut interrompre la fourniture du service de télécommunications sans y avoir été, préalablement, autorisé par l'Autorité de Régulation.

9.2 Qualité du service

9.2.1 Le Titulaire est tenu d'assurer une permanence du service 24 heures sur 24, et 7 jours sur 7. La durée cumulée d'indisponibilité d'une Station de Base (BTS) ne doit pas dépasser 24 heures par an.

- 9.2.2 Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour atteindre des niveaux de qualité de service conformes aux standards internationaux, et en particulier aux normes de l'UIT et de l'ETSI, pour ce qui concerne les taux de disponibilité et les taux d'erreur de bout en bout.
- 9.2.3 En particulier, les niveaux de qualité devront permettre d'atteindre les niveaux minima suivants, dans les agglomérations et sur les axes routiers desservis :
- Taux de perte maximum (GoS) de [5]%, y compris lors d'évènements générateurs d'une forte densité d'utilisateurs (congrès, conférences, foires, etc.) ;
 - Taux de coupure des appels : au maximum [3]%
 - Transfert automatique des appels (hand over) entre toutes les cellules voisines dans le réseau;
 - Probabilité de couverture supérieure à [75]% pour un terminal 2W à l'intérieur des immeubles jusqu'au premier mur ;
 - Probabilité de couverture supérieure à [85]% pour un terminal 2W à l'intérieur des véhicules ;
 - Probabilité de couverture supérieure à [95]% pour un terminal 2W en extérieur.
 - nombre de jours d'attente entre une demande de service et la fourniture de ce dernier (période d'attente): au maximum trois jours ouvrables;
 - pourcentage de réclamations d'abonnés résolues à la satisfaction de ceux-ci dans un délai de trois jours ouvrables: au moins [80]%.

9.3. Confidentialité et sécurité des communications

Sous réserve des pouvoirs d'investigation de la Justice et de l'Autorité de Régulation, le Titulaire prend des mesures propres à assurer le secret des informations qu'il détient sur la localisation des clients abonnés, visiteurs ou itinérants.

Le Titulaire est tenu de porter à la connaissance de ses agents les obligations auxquelles ils sont assujettis et les sanctions qu'ils encourent en cas de non-respect du secret des correspondances.

Lorsque son réseau ne réunit pas les conditions de confidentialité requises, le Titulaire est tenu d'en informer ses abonnés.

Il informe également ses clients des services existants permettant, le cas échéant, de renforcer la sécurité des communications.

9.3.1. *Identification*

Le Titulaire pourra proposer à tous ses clients une fonction de blocage de l'identification de leur numéro par le poste appelé et mettre en œuvre un dispositif particulier de suppression de cette fonction.

9.3.2. *Informations nominatives sur les clients du Titulaire*

Le Titulaire prend les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations nominatives qu'il détient, qu'il traite ou qu'il inscrit sur le module d'identification des abonnés ou de ses clients détenteurs de carte prépayée, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

9.3.3. *Neutralité*

Le Titulaire garantit que son service est neutre vis-à-vis du contenu des informations transmises sur son réseau.

Il s'oblige à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la neutralité de son personnel vis-à-vis du contenu des messages transmis sur son réseau. A cet effet, il offre le service sans discrimination quelle que soit la nature des messages transmis et il prend les dispositions utiles pour en assurer l'intégrité.

9.4. Défense nationale, sécurité publique et prérogatives de l'autorité judiciaire

Le Titulaire est tenu de prendre toutes les mesures pour se conformer aux prescriptions exigées par la défense nationale, la sécurité publique et les prérogatives de l'autorité judiciaire telles que stipulées par la réglementation en vigueur.

9.5. Cryptage et chiffage

Le Titulaire peut procéder, pour ses propres signaux, et/ou proposer à ses abonnés et aux clients visiteurs ou itinérants, un service de cryptage dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

9.6. Appels d'urgence

Sont acheminés gratuitement au centre correspondant le plus proche de l'appelant, en fonction des informations transmises par les services publics concernés, les appels d'urgence en provenance des équipements radioélectriques du réseau du Titulaire et à destination des organismes publics chargés :

- (a) de la sauvegarde des vies humaines,
- (b) des interventions de police et de gendarmerie,
- (c) de la lutte contre l'incendie.

Article 10 : Conditions d'exploitation commerciale

10.1. Liberté des prix et commercialisation

Conformément à la réglementation en vigueur, le Titulaire bénéficie, dans les limites des principes directeurs de tarification établis par l'Autorité de Régulation sur la base d'un montant maximum de panier de communications et de services dont la valeur est fixée annuellement, de :

- la liberté de fixation des prix des services offerts à ses abonnés et aux abonnés visiteurs ou itinérants ;
- la liberté du système global de tarification, qui peut comprendre des réductions en fonction du volume ;

- la liberté de la politique de commercialisation.

Dans le cadre de ses relations contractuelles avec d'éventuels sous-traitants, le Titulaire doit veiller au respect de l'intégralité de ses engagements par ces derniers, au regard notamment :

- de l'égalité d'accès et de traitement,
- du respect de la confidentialité des informations détenues sur les usagers.

En tout état de cause, le Titulaire conserve la responsabilité de la fourniture du service à ses clients.

10.2. Principe de facturation

Sur le territoire mauritanien, le coût de l'appel d'un abonné téléphonique –d'un réseau fixe ou mobile– à destination d'un poste radioélectrique dont le tarif est fixé par le Titulaire, est totalement imputé au poste demandeur.

En dehors du territoire mauritanien, les principes de tarification prévus dans les accords d'itinérance s'appliquent.

10.3. Publicité des tarifs

Le Titulaire a l'obligation d'informer le public et de communiquer à l'Autorité de Régulation, ses tarifs et ses conditions générales d'offres et de services.

Le Titulaire est tenu de publier les tarifs de fourniture par ses soins de chaque catégorie de service de connexion, de maintien, d'adaptation ou de réparation de tout équipement terminal connecté à son réseau.

10.4. Tenue de comptabilité analytique

Le Titulaire tient une comptabilité analytique permettant de déterminer les coûts réels, produits et résultats de chaque réseau exploité ou service offert.

10.5 Accueil des Usagers visiteurs ou itinérants

10.5.1. *Accueil des Usagers visiteurs*

Le Titulaire pourra librement conclure des accords d'itinérance nationale avec les autres exploitants de réseaux radioélectriques ouverts au public en République Islamique de Mauritanie, relatifs aux modalités d'accueil sur leurs réseaux respectifs de leurs clients respectifs.

Ces accords sont communiqués sans délai à l'Autorité de Régulation.

10.5.2. *Accueil des Usagers itinérants*

10.5.2.1. Avec des exploitants étrangers de réseaux terrestres

Le Titulaire pourra accueillir sur son réseau les Usagers itinérants des exploitants qui en font la demande en application d'accords d'itinérance à intervenir entre ces derniers et le Titulaire.

Les accords d'itinérance fixent librement les conditions, notamment de tarification et de facturation, dans lesquelles les abonnés de réseaux cellulaires étrangers sur le territoire mauritanien peuvent accéder au réseau du Titulaire et inversement.

10.5.2.2. Avec des exploitants de réseaux GMPCS

Le Titulaire est autorisé à conclure librement des accords d'itinérance avec les fournisseurs de services de télécommunications à travers les systèmes de communications personnelles mobiles par satellites (systèmes GMPCS) titulaires de licences en République Islamique de Mauritanie conformément à la réglementation en vigueur.

10.6. Accessibilité

Le service est ouvert à tous ceux qui en font la demande. A cette fin, le Titulaire organise son réseau de manière à pouvoir satisfaire, dans un délai convenable, toute demande située dans la zone de couverture.

10.7. Egalité de traitement des usagers

Les usagers (abonnés, visiteurs, itinérants ou détenteurs de cartes prépayées) sont traités de manière égale et leur accès au réseau est assuré dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires.

10.8. Annuaire général des abonnés

Dans le cadre de la réalisation de l'annuaire universel des abonnés et en application de l'article 54 de la loi 99-019 du 11 juillet 1999, le Titulaire communique à l'Autorité de Régulation, au plus tard le 31 janvier de l'année de réalisation de l'annuaire, la liste de ses abonnés, leurs adresses, numéros d'appel et éventuellement leurs fonctions, pour permettre la constitution d'un annuaire et d'un service de renseignements mis à la disposition du public.

Les abonnés du Titulaire refusant de figurer à l'annuaire général doivent le signifier par écrit et peuvent être soumis à une redevance supplémentaire. Les informations concernant ces abonnés ne sont alors pas transmises à l'Autorité de Régulation chargée de la réalisation de l'annuaire général des abonnés.

10.9. Police d'assurance

Le Titulaire doit souscrire et reconduire pendant toute la durée de la Licence, des polices d'assurance auprès d'assureurs reconnus de la place couvrant les installations de télécommunications selon des normes généralement acceptées en ce qui concerne les biens de même nature.

Le Titulaire doit notifier à l'Autorité de Régulation toute nouvelle police d'assurance et tout changement de police d'assurance ou d'assureurs, au moins trente (30) jours au préalable.

CHAPITRE 3 : CONTRIBUTIONS AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR

Article 11 : Contribution aux missions et charges de l'accès universel

11.1 En application de la loi 99-019 du 11 juillet 1999 et de ses textes d'application, le Titulaire contribue aux charges de l'accès universel aux services de télécommunications.

11.2 A titre transitoire, la contribution annuelle du Titulaire aux missions et charges de l'accès universel est fixée forfaitairement à l'équivalent en monnaie nationale de US\$100.000, pour chacune des années 2000 et 2001.

11.3 A partir de l'année 2002, le financement du coût net global constaté par l'Autorité de Régulation sera assuré par les contributions de tous les exploitants dans la limite de 3% de leur chiffre d'affaires net hors taxe et hors charges d'interconnexion.

Article 12 : Contribution au financement de l'Autorité de Régulation

12.1 En application de la loi 99-019 du 11 juillet 1999 et notamment de son article 8, le Titulaire est tenu de verser une redevance annuelle de régulation.

12.2 A titre transitoire, la redevance annuelle de régulation est fixée forfaitairement à l'équivalent en monnaie nationale de US\$50.000, pour chacune des années 2000 et 2001.

12.3 Pour les années suivantes, la redevance annuelle du Titulaire sera fixée en pourcentage de son chiffre d'affaires net des charges d'interconnexion, sans que le taux applicable puisse dépasser 2%.

Article 13 : Prescriptions spécifiques exigées pour la défense nationale et la sécurité publique

Le Titulaire est tenu de répondre positivement et dans les plus brefs délais aux injonctions des autorités compétentes en vue de respecter les impératifs de défense nationale et de sécurité publique, en particulier en ce qui concerne:

- l'établissement de liaisons de télécommunications dans les zones d'opérations ou sinistrées;
- le respect des priorités en matière d'utilisation des réseaux en cas de conflit, de troubles intérieurs ou dans les cas d'urgence;
- l'interconnexion avec les réseaux propres aux services chargés de la défense nationale et de la sécurité publique;
- les réquisitions des installations en cas de guerre ou de troubles intérieurs.

Article 14 : Contribution à la recherche et à la formation

Le Titulaire est tenu d'informer par écrit l'Autorité de Régulation, chaque année, des contributions, travaux, études, recherches ou développements qu'il a réalisés au cours de l'année considérée, ainsi que ses programmes et contributions dans le domaine de la formation.

Article 15 : Modalités de paiement des contributions périodiques

15.1 Les contributions du Titulaire dues au titre de l'article 11 et 12 ci-dessus sont libérées le 31 mars de chaque année, sur la base du chiffre d'affaires hors taxe réalisé l'année précédente. Par exception, les contributions dues au titre de la première année d'exploitation de la Licence, sont dues à la date et selon les modalités prévues à l'article 16.2 ci-dessous.

15.2 L'Autorité de Régulation est chargée du recouvrement de ces contributions auprès du Titulaire.

15.3 L'Autorité de Régulation contrôle les déclarations faites à ce titre par le Titulaire, et se réserve le droit d'effectuer toute inspection et enquête qu'elle juge nécessaires et, le cas échéant, procède à des redressements après avoir demandé les explications du Titulaire.

CHAPITRE 4 : CONTREPARTIE FINANCIERE ET REDEVANCES

Article 16 : Montant et modalités de paiement de la contrepartie financière

16.1 Le Titulaire est soumis au paiement d'une contrepartie financière.

Le montant de cette contrepartie financière est fixé à six milliards sept cent trente et un millions sept cent six mille (6 731 706 000) Ouguiyas.

16.2 Cette somme est payable comptant et en totalité, en Ouguiyas, préalablement à la notification de l'arrêté d'attribution de la Licence au Titulaire.

Article 17 : Redevances pour assignation de fréquences radioélectriques

17.1 Le Titulaire est redevable d'une redevance annuelle d'utilisation des fréquences qui lui sont assignées.

17.2 Le montant de ces redevances est fixé conformément à la réglementation en vigueur. Le Titulaire s'en acquitte auprès de l'Autorité de Régulation annuellement, et au plus tard le 31 janvier de chaque année pour l'année précédente.

Article 18 : Autres redevances, taxes et fiscalité

Le Titulaire est assujéti aux dispositions fiscales en vigueur. A ce titre, il doit s'acquitter de tous impôts, droits, taxes et redevances instituées par la réglementation en vigueur.

CHAPITRE 5 : RESPONSABILITE – CONTROLE ET SANCTIONS

Article 19 : Responsabilité générale

Le Titulaire est responsable du bon fonctionnement de son réseau et du respect des obligations du présent Cahier des Charges ainsi que du respect des principes et des dispositions législatives et réglementaires en vigueur en République Islamique de Mauritanie.

Article 20 : Information et contrôle

20.1 Le Titulaire est tenu de mettre à la disposition de l'Autorité de Régulation les informations ou documents financiers, techniques et commerciaux nécessaires pour s'assurer du respect des obligations qui lui sont imposées par les textes législatifs et réglementaires ainsi que par le présent Cahier des Charges.

20.2 Le Titulaire s'engage, dans les formes et les délais fixés par la réglementation en vigueur et par le présent Cahier des Charges, à communiquer à l'Autorité de Régulation les informations suivantes :

- toute modification dans le capital et/ou les droits de vote du Titulaire;
- description de l'ensemble des services offerts ;
- tarifs et conditions générales de l'offre de services ;
- les données de trafic et de chiffre d'affaires ;
- les informations relatives à l'utilisation des ressources attribuées, notamment fréquences et numéros ;
- toute autre information ou document prévu par le présent Cahier des Charges, notamment à l'article 20 ..3 de ce dernier, ou par la réglementation en vigueur.

20.3. Rapport annuel

Le plus tôt possible, mais au plus tard dans un délai de trois (3) mois à compter de la fin de chaque exercice fiscal du Titulaire, ce dernier doit présenter au Ministre chargé des Télécommunications et à l'Autorité de Régulation, sept (7) exemplaires d'un rapport annuel et des états financiers annuels certifiés. Ce rapport annuel doit comprendre des renseignements détaillés sur les points ci-après :

- la mise en œuvre ou la modernisation du service au cours de la dernière année ;
- une explication de la raison de tout défaut dans la mise en œuvre ou la modernisation exigée ou prévue, ainsi qu'une estimation du moment où ce défaut sera corrigé. Si ce défaut est dû à des circonstances hors de sa volonté, le Titulaire doit inclure tout document justifiant celui-ci ;
- un plan de la mise en œuvre ou de la modernisation prévue pour la prochaine année ; et
- tout autre renseignement jugé pertinent par le Titulaire ou demandé par l'Autorité de Régulation par écrit.

Article 21 : Non-respect des conditions légales et réglementaires de la Licence et du cahier des charges

21.1 Le Titulaire qui ne respecte pas les obligations relatives à l'installation et à l'exploitation de son réseau conformément à la réglementation en vigueur et au présent Cahier des Charges, s'expose à des sanctions prévues par lesdits textes sans préjudice d'éventuelles poursuites judiciaires.

21.2 Aucune des sanctions légalement prises en vertu du présent article n'ouvre droit à indemnité au profit du Titulaire.

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS FINALES

Article 22 : Modification du Cahier des Charges

Durant la période de la Licence, le présent Cahier des Charges ne peut être modifié que par le Ministre chargé des télécommunications dans l'unique mesure où l'intérêt général le commande et sur avis motivé de l'Autorité de Régulation.

De telles modifications ne peuvent intervenir durant les cinq premières années à compter de la date de délivrance de la présente Licence. La décision de modification est notifiée au Titulaire par l'Autorité de Régulation six mois au moins avant sa prise d'effet.

En cas désaccord, le Titulaire pourra introduire les recours prévus par la loi.

Article 23 : Signification et interprétation du Cahier des Charges

Le présent Cahier des Charges, sa signification et son interprétation sont régis par les lois et les règlements en vigueur en République Islamique de Mauritanie.

Article 24 : Langue du Cahier des Charges

Le présent cahier des charges est rédigé en français.

Article 25 : Election de domicile

Le Titulaire fait élection de domicile en son siège social, situé à Nouakchott, République Islamique de Mauritanie.

Article 26 : Annexes

Les 4 annexes jointes au présent Cahier des Charges en font partie intégrante.

Le présent Cahier des Charges a été approuvé et signé par la société Mauritel, le 18 Juillet 2000, à Nouakchott en six (6) exemplaires originaux.

Fait à Nouakchott

Le 18 juillet 2000

En six (6) exemplaires originaux

- Le représentant du Titulaire :
- Le Président du Conseil National de Régulation de l'Autorité de Régulation

ANNEXE 1

ACTIONNARIAT DU TITULAIRE

Société à capitaux publics à 100%

ANNEXE 2

COUVERTURE TERRITORIALE

Le Titulaire est soumis à l'obligation de couverture qui consiste en la mise en place et la mise en œuvre des moyens nécessaires à l'établissement de son réseau et à l'exploitation d'un service de téléphonie cellulaire publique de norme GSM couvrant les zones et localités suivantes, en conformité avec les normes de couverture et de qualité figurant au cahier des charges. Les délais de mise en œuvre de cette obligation sont les suivants :

Délai	Localité
quatre mois après la notification de la Licence	Nouakchott et Nouadhibou
au plus tard le 31/12/2002 (1)	Kaédi, Kiffa, Rosso, Zouérate
au plus tard le 31/12/2003 (1)	Aioun, Atar, Boghé, Néma, Sélibaby
au plus tard le 31/12/2004 (1)	Akjoujt, Aleg, Boutlimit, Tikjikja
au plus tard le 31/12/2005 (1)	Timbédra, Maghta Lahjar, Guérou, Tintane

(1) sous réserve de la mise à disposition par Mauritel de points d'interconnexion et de capacités louées, conformément au calendrier de mise en œuvre de l'interconnexion figurant en Annexe 4 du présent cahier des charges.

ANNEXE 3

ATTRIBUTION DE FREQUENCES RADIO ELECTRIQUES

Les bandes de fréquences radio électriques assignées au Titulaire à la date d'entrée en vigueur de la Licence sont les bandes : 908-915 MHz et 953-960 MHz.

ANNEXE 4

OBLIGATIONS DE MAURITEL AU TITRE DE L'INTERCONNEXION

1 Dispositions générales

En application de l'article 39 de la loi 99-019 du 11 juillet 1999, MAURITEL élaborera et publiera un catalogue d'interconnexion.

Le catalogue d'interconnexion détermine les conditions techniques et tarifaires des offres du Titulaire. A ce titre, le catalogue d'interconnexion inclut au minimum les prestations et éléments suivants :

- services d'acheminement du trafic commuté;
- services et fonctionnalités complémentaires et avancés ;
- modalités de mise en œuvre de la portabilité des numéros et de la sélection du transporteur⁽²⁾;
- description de l'ensemble des points physiques d'interconnexion et des conditions d'accès à ces points ;
- conditions techniques et tarifaires des liaisons de raccordement aux points d'interconnexion de l'opérateur-tiers ;
- description complète des interfaces d'interconnexion, et notamment le protocole de signalisation utilisé à ces interfaces, et ses conditions de mise en œuvre ;
- services d'aboutement de liaisons louées.

MAURITEL ne peut invoquer l'existence d'une offre inscrite au catalogue pour refuser d'engager des négociations commerciales avec un autre opérateur en vue de la détermination des conditions d'interconnexion qui n'auraient pas été prévues par son catalogue.

MAURITEL bénéficie du droit de louer des capacités auprès des autres opérateurs offrant des services de location de capacités. Elle est elle même tenue de faire droit aux demandes de location de capacités formulées par les autres opérateurs autorisés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Les tarifs de location de capacités sur ses réseaux locaux et interurbains figureront à son catalogue d'interconnexion.

² Ces possibilités ne seront toutefois pas offertes dans les premières années.

2 Dispositions Particulières

MAURITEL est tenue de proposer une offre d'interconnexion et de liaisons louées numériques répondant au moins aux caractéristiques minimales figurant ci-dessous.

Points d'interconnexion et liaisons louées

- MAURITEL proposera dès l'attribution de la Licence :
- une interconnexion sur deux sites à Nouakchott : (i) le centre de transit international et national pour les communications longue distance, et (ii) le centre urbain de Nouakchott pour les communications locales ;
- une interconnexion sur un site à Nouadhibou : le central urbain de Nouadhibou ;
- la location de circuits numériques sur la liaison de télécommunication par satellite Nouakchott-Nouadhibou.

- Au plus tard le 31 décembre 2001, elle établira des points d'interconnexion dans les autres chefs lieux de wilayas, et offrira un service de location de liaisons de télécommunications numériques par satellite entre Nouakchott et ces chefs-lieux.

- Au plus tard le 31 décembre 2002, elle établira des points d'interconnexion à Boghé, Kaédi, Rosso, Sélibaby, qui seront reliés à Nouakchott par une fibre optique supportée par une ligne de transport d'électricité actuellement en cours de construction. MAURITEL offrira en outre un service de location de circuits numériques entre ces localités et Nouakchott, sur ce support de transmission.

- Ultérieurement, et au fur et à mesure du développement de son réseau, Mauritel établira également des points d'interconnexion et offrira un service de location de circuits dans les autres localités où elle étendra son service.

Liaisons d'interconnexion

La mise en place des liaisons entre les points d'interconnexion de MAURITEL et les points d'interconnexion des opérateurs interconnectés sera réalisé à l'initiative de ces derniers. MAURITEL pourra offrir la fourniture de ces liaisons d'interconnexion, à des conditions techniques et tarifaires en conformité avec son offre de location de capacité.

Partage d'infrastructures

MAURITEL devra mettre à la disposition des opérateurs interconnectés, autant que de besoin, des emplacements dans ses locaux techniques au point d'interconnexion afin de permettre à ces opérateurs d'installer leurs équipements d'interface avec son réseau.

Le catalogue d'interconnexion fera apparaître notamment la disponibilité et les coûts des prestations suivantes :

- Location d'une superficie dans un local technique, avec ou sans climatisation (par m²)
- Alimentation par une source d'énergie sécurisée (par kWh)
- Implantation d'une antenne sur un pylône appartenant à MAURITEL

Qualité de service

MAURITEL garantira pour l'acheminement du trafic d'interconnexion une qualité de service minimale correspondant aux critères suivants :

- L'efficacité pour les trafics local, national et international sera au moins égale à celle qu'elle est tenue d'assurer sur son propre réseau ;
- MAURITELs'engagera à relever en moins de vingt-quatre (24) heures au moins quatre-vingt quinze (95) % des dérangements signalés sur les interfaces d'interconnexion relevant de sa responsabilité. Ce taux sera porté à quatre-vingt dix-neuf (99) % à compter du 1^{er} janvier 2002.
- Les accords d'interconnexion prévoiront une clause de dédommagement des opérateurs lésés en cas de non respect des normes de qualité figurant ci-dessus.

Tarifs d'interconnexion

Les tarifs d'interconnexion de MAURITEL devront respecter l'encadrement général fixé aux termes de son Cahier des Charges.